

ce côté-ci. Mardi, tout un peloton de nouveaux sénateurs ont prononcé leur serment avant de prendre place du côté des ministériels que les récentes nominations au Sénat semblent avoir nettement favorisé. Cela me paraît assez difficile à comprendre, à moi libéral. Néanmoins, nous leur souhaitons la bienvenue. Il est agréable de voir que quelques-uns siègeront dans l'opposition afin de conserver dans cette Chambre le juste équilibre auquel nous sommes tous habitués.

Honorables sénateurs, j'ai entendu de nombreux discours du trône au cours de mon existence, comme bien d'autres sénateurs. Permettez-moi de dire qu'il n'y a rien de plus prévisible que la réaction automatique de la plupart des partis et des chefs de l'opposition devant un discours du trône. Ils réagissent pratiquement comme des «chiens de Pavlov», avec des qualificatifs comme «incomplet», «décevant», «consternant», «épouvantable», «à courte vue», «très désappointant» et ainsi de suite. Je me demande si un sénateur peut citer une seule fois où un leader de l'opposition a déclaré qu'un discours du trône était bon. Je ne me souviens pas d'un seul cas. Si nous regardons les choses bien en face, nous reconnaissons qu'un discours du trône n'est qu'un exposé général des mesures que le gouvernement se propose de prendre. Il ne permet absolument pas de juger de la valeur des programmes gouvernementaux.

Il est injuste de condamner carrément un discours du trône, car tous les discours de ce genre sont incomplets et nécessairement insuffisamment détaillés comme c'était le cas du discours que nous a fait ici, l'autre jour, son Excellence le Gouverneur général. A tous égards, le discours du trône était aussi prudent, sujet à révision, prévisible et banal que la plupart des autres discours du trône, quel que soit le parti politique au pouvoir. On nous a promis des mesures dans un certain nombre de domaines, mais tant que nous n'en connaissons pas les détails, il serait injuste de prononcer le moindre jugement définitif. Je me garderais d'en rendre un avant que le moment ne soit venu.

J'aimerais néanmoins signaler à l'attention du gouvernement certains domaines qui retiendront souvent l'attention de l'opposition officielle au cours de la période des questions et des débats. Pour ce qui est de la politique économique, par exemple, nous voyons l'inflation continuer à s'aggraver, les taux d'intérêt atteindre des niveaux sans précédent, et notre dollar subir de sérieuses pressions. Le Sénat doit concentrer son attention sur ces problèmes et d'autres connexes. La politique énergétique constitue un autre exemple. Le gouvernement n'a pas su négocier des ententes fermes à l'égard du prix du pétrole. Il persiste à vouloir détruire de façon insensée un instrument-clé de la politique énergétique nationale, Petro-Canada.

Certaines questions seront posées à l'égard de la politique étrangère. Nous demanderons des explications. Le Canada a été très embarrassé par la maladresse dont le gouvernement a fait preuve à l'égard de notre ambassade en Israël, ainsi que par secrétaire d'État aux Affaires extérieures qui a laissé entendre que le Canada accorderait son aide aux pays dans le besoin en fonction de la cordialité qu'ils témoignent envers le Canada.

Nous poserons des questions sur la réorganisation de l'administration et sur le respect du gouvernement pour les institutions parlementaires, respect dont il faut grand cas en théorie mais bien peu en pratique du moins de l'avis de certains

d'entre nous. Nous poserons des questions sur les intentions de privatisation du gouvernement qui voudrait privatiser des organismes publics efficaces et rentables, sans consulter le Parlement et sans tenir compte des incidences économiques et sociales de telles mesures.

Le gouvernement a fait état de son respect du Parlement. Compte tenu de mes responsabilités dans l'Opposition, je me suis rendu en Angleterre il y a quelques semaines pour discuter avec les représentants des partis politiques de ce pays du fonctionnement du Parlement quand un parti a la majorité dans une Chambre et l'autre parti dans l'autre, situation qui a existé en Grande-Bretagne pendant des années. En plus de la précieuse documentation que j'ai pu obtenir, j'ai noté avec intérêt que le gouvernement conservateur de Grande-Bretagne s'était réuni deux semaines après les élections, avait présenté un discours du trône complet et avait présenté, il y a quelques semaines déjà, un programme législatif sous forme de bills en vue de tenir les promesses électorales du gouvernement Thatcher. Cela m'a amené à me demander s'il était vraiment nécessaire de reporter jusqu'ici la convocation du Parlement. Si les problèmes que connaît le pays sont aussi urgents que les conservateurs nous l'ont dit au cours de la campagne électorale, pourquoi le nouveau gouvernement conservateur a-t-il tant tardé à convoquer le Parlement? Maintenant que nous siégeons, on nous apprend qu'un grand nombre de comités seront formés pour discuter plus à fond «ces problèmes». Tout cela m'amène à penser que le gouvernement n'est pas vraiment prêt à s'attaquer aux problèmes—c'est un gouvernement qu'une vague de rhétorique a poussé au pouvoir, mais qui n'est pas prêt à entrer en action comme d'autres gouvernements semblent l'avoir fait, entre autres, le nouveau gouvernement conservateur de Grande-Bretagne. M^{me} Thatcher a été élue chef de son parti en Grande-Bretagne à peu près en même temps que le chef du parti conservateur au Canada. Je me demande donc pourquoi M. Clark a mis tant de temps à saisir le Parlement de certains des problèmes qu'affronte le Canada. Nous aurons donc bien des questions à poser sur le fonctionnement du Parlement.

● (1550)

Dans le domaine des relations fédérales-provinciales, jusqu'à présent l'attitude du gouvernement a consisté uniquement à rabaisser l'autorité fédérale et à diluer la présence fédérale partout au Canada. Comme de nombreux Canadiens de toutes allégeances politiques et même sans aucune allégeance politique, cette situation nous inquiète. Ce sont là des sujets de préoccupations qui illustrent assez bien l'importante tâche qui attend l'opposition; nous agirons d'une façon positive mais nous chercherons sans relâche à obtenir des réponses et des informations pour obliger le gouvernement à rendre des comptes. L'effervescence qu'a connue le Sénat au cours de la période des questions depuis deux jours révèle que nous sommes ici pour faire du travail sérieux. D'autres sénateurs vont s'occuper des domaines que je viens de mentionner et de beaucoup d'autres également au cours des prochains jours.

Il existe un bon critère qui permet de juger un gouvernement et c'est la façon dont il honore les promesses faites durant une campagne électorale. Somme toute, ceux qui ont élu le nouveau gouvernement ont cru aux promesses qu'il avait faites d'un bout à l'autre du pays, soit à la télévision, dans les journaux ou sur la place publique. Le printemps dernier, les